

font pleinement à ses besoins ? L'hypothèse pourrait être vraie, mais avouons aussi que nous avons contribué pour beaucoup à éloigner cet acheteur. Il n'avait adopté notre marché que parce qu'il y trouvait les sujets répondant à ses besoins. Il arriva un moment où il ne trouva plus ce qu'il demandait, et alors il se retira.

Ce que l'acheteur américain a remarqué nous l'avons vu également et peut-être mieux que lui. Sous l'influence des plus faux principes, notre espèce chevaline s'est détériorée, elle a perdu une partie de ses précieuses qualités. Le cheval canadien d'aujourd'hui n'est plus l'animal recherché d'il y a vingt ans. Nous l'avons soumis à divers croisements qui l'ont transformé radicalement, mais non pas dans le sens du perfectionnement. En voulant l'améliorer nous l'avons détruit ; nous avons perdu notre race, et nous l'avons remplacée par un mélange sans nom d'animaux de toute forme, de tout poil, et qui est un reproche vivant au pays qui l'a produit et qui s'en contente.

Mais on nous dira peut-être : nos chevaux suffisent à nos besoins, nous ne demandons rien de plus. Ceci est une grave erreur. Nos chevaux, tels que nous les voyons actuellement peuvent bien suffire aux exigences des travaux agricoles. Mais le cultivateur doit-il se contenter de produire pour ses seuls besoins ? n'aurait-il pas quelque avantage à produire aussi pour les besoins de tous ? Énoncer ces questions c'est les résoudre. Il nous faut des chevaux pour les travaux de tous genres : pour la selle, pour le trait léger, pour le gros trait, et ces chevaux nous devons les trouver chez nous ; il serait même très-avantageux de produire pour l'étranger et d'amener celui-ci sur nos marchés en lui montrant des chevaux qui, par leurs qualités et leur apparence extérieure, soient en état de satisfaire son goût et ses besoins.

D'ailleurs notre espèce chevaline actuelle, suffit-elle réellement aux besoins de notre agriculture ? Nous répondons sans hésiter qu'elle ne satisfait pas aux exigences de notre industrie agricole. Il est parfaitement reconnu aujourd'hui que la culture est peu lucrative, qu'une main-d'œuvre excessivement chère, des dépenses de toutes sortes très-élevées diminuent de beaucoup les profits de la culture. Il devient alors d'une absolue nécessité de diminuer autant que possible ces dépenses et en même temps d'augmenter la valeur des produits. Un des moyens de diminuer les dépenses c'est d'augmenter la force des moteurs et de les mettre en état d'exécuter une plus grande somme d'ouvrage dans un temps donné. Eh bien ! améliorons donc nos chevaux de manière à obtenir d'eux ce résultat désirable ; rendons-les plus forts, plus actifs, plus propres à endurer la fatigue et nous pourrions par cela même diminuer le nombre de journées d'ouvrage et par conséquent les frais de main-d'œuvre.

D'un autre côté, un cheval bien conformé, possédant les qualités, la santé, la vigueur exigées par l'acheteur, se vend toujours un prix très-élevé. Or, il n'en coûte pas plus d'élever un cheval de prix qu'un animal commun ; par conséquent le profit net réalisé par l'élevage et la vente du premier sera plus considérable que pour le second.

Nous avons prouvé surabondamment, croyons-nous, non-seulement que le cheval canadien peut être amélioré, mais encore l'urgente nécessité de cette amélioration. Répondons maintenant à la seconde question.

Dans toute amélioration comme dans toute conservation des races, il faut à la reproduction des types supérieurs. Lorsque l'initiative individuelle est en mesure de les fournir, il faut lui laisser toute latitude d'agir dans le sens vers lequel elle est naturellement portée : la satisfaction des besoins de la consommation générale. Mais si cette initiative

fait défaut, si par ignorance, apathie ou incapacité, elle ne fournit pas les types nécessaires au perfectionnement, alors, il n'y a pas à hésiter, il faut qu'une action plus énergique, plus active et plus savante intervienne ; et cette action, c'est celle du Gouvernement ; nous n'en voyons pas de plus apte à se substituer à l'initiative individuelle ne voulant pas ou ne pouvant pas agir efficacement.

À notre époque, on érige tout en système, on ne gouverne, on ne fait de la politique intérieure et extérieure, on n'organise les diverses administrations publiques que d'après certains systèmes préconçus, et nous ne serions pas surpris que l'on invoquât le système de la décentralisation contre l'intervention de l'État dans l'amélioration de l'espèce chevaline.

Mais il n'y a pas de système qui tienne contre des nécessités aussi pressantes que l'est celle du perfectionnement des diverses espèces animales et surtout des chevaux. Il faut que l'État intervienne et qu'il intervienne largement ; sous peine d'inefficacité absolue ; à moins que nous n'ayons plus besoin de chevaux de bonne espèce, à moins que notre situation n'exige plus leur création et nous avons prouvé que nous avons besoin de bons chevaux.

L'initiative individuelle, étant incapable de produire le résultat cherché, il faut que le Gouvernement prenne la place de l'individu qui s'efface et ceux qui disent le contraire sont ou des ignorants ou des charlatans qui jouent sur les mots ou qui veulent faire tourner à leur profit une partie considérable des encouragements alloués à l'amélioration de nos diverses espèces animales.

Dans toutes les contrées les plus célèbres par leurs races de chevaux les succès n'ont été obtenus que lorsque les gouvernements sont intervenus efficacement. L'Autriche, la Prusse, tous les petits États de l'Allemagne, la France, la Russie n'ont pas agi autrement. L'Angleterre et le Mecklembourg seuls ont suivi une route différente. Mais ici la situation est toute autre. Une aristocratie riche, puissante et savante a, par ses efforts intelligents et ses sacrifices pécuniaires, dispensé l'État d'intervenir ; et elle a certainement obtenu plus de succès qu'il n'aurait pu le faire le gouvernement, si elle lui avait abandonné la besogne. Cela prouve toute la puissance de l'initiative individuelle lorsqu'elle agit avec ensemble et sagesse ; mais cela ne veut pas dire qu'à son défaut, personne ne doit prendre la chose en main.

De toutes les contrées où le gouvernement est intervenu activement dans l'amélioration des chevaux, la France est la seule qui n'ait pas réussi complètement. Mais qui ne connaît le caractère français ? Caractère changeant, versatile, amateur de la nouveauté, il a acclamé pendant quelques années l'intervention de l'État, puis il s'en est fatigué, a demandé du nouveau qui lui a été accordé. Des changements incessants ont arrêté l'amélioration lorsqu'elle était sur le point de donner ses meilleurs résultats.

Le Gouvernement peut intervenir de deux manières : directement et indirectement. L'intervention indirecte consiste dans la distribution de primes aux animaux se rapprochant le plus de la perfection dans la spécialité. C'est à peu près ce qui a été fait jusqu'à présent par les Sociétés d'agriculture au moyen de certaines allocations distribuées par la Législature.

Quel bien ces primes ont-elles produit ? Elles étaient un stimulant, quelle amélioration ont-elles amenée ? Nous connaissons les dépenses qu'elles ont entraînées pour l'achat des étalons ; mais nous osons à vain les perfectionnements qu'elles ont provoqués. L'initiative individuelle a été impuissante à produire quelque chose de remarquable et de